

## 16ème législature

<b>Question N° :</b> <b>8894</b>	De <b>M. André Chassaigne</b> ( Gauche démocrate et républicaine - NUPES - Puy-de-Dôme )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Travail, plein emploi et insertion		<b>Ministère attributaire</b> > Travail, plein emploi et insertion
<b>Rubrique</b> >jeunes	<b>Tête d'analyse</b> >La grande inquiétude des missions locales quant à leur avenir	<b>Analyse</b> > La grande inquiétude des missions locales quant à leur avenir.
Question publiée au JO le : <b>13/06/2023</b> Réponse publiée au JO le : <b>05/09/2023</b> page : <b>7994</b>		

### Texte de la question

M. André Chassaigne interroge M. le ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion sur la grande inquiétude des missions locales quant à leur avenir dans le cadre du projet « France Travail ». Selon les premières informations rendues publiques, France Travail s'appuiera sur trois opérateurs : France Travail (ex-Pôle emploi), France Travail jeunes (missions locales) et France Travail handicap (Cap emploi). En réalité, c'est France Travail qui sera l'opérateur en chef. Actuellement, les missions locales, service public territorialisé et partenarial de l'insertion des jeunes, sont un partenaire de Pôle emploi. De par leur gouvernance, qui rassemble élus et différents acteurs de terrain, mais aussi leur savoir-faire unique en matière d'insertion des jeunes de moins de 26 ans, elles sont en capacité de développer des solutions innovantes adaptées aux territoires et aux publics ciblés. Pour ce faire, elles ont installé depuis plus de quarante ans une stratégie partenariale de proximité qui leur permet de fournir une offre sur mesure. Aussi, les représentants des missions locales insistent sur la nécessité pour elles de rester des partenaires de France Travail, exerçant leur mission en complémentarité avec le service public de l'emploi. Le 23 février 2023, l'Union nationale des missions locales a d'ailleurs adopté plusieurs propositions concrètes visant à créer les conditions pour que les missions locales ne perdent pas leur « ADN » : garantir une place et un rôle décisifs pour les élus des collectivités territoriales, refuser le projet d'algorithme d'orientation en cours de discussion, conférer au réseau des missions locales le rôle des questions jeunesse de France Travail, confier le portage du contrat d'engagement jeune au seul réseau des missions locales et préserver l'autonomie du réseau des missions locales dans sa stratégie partenariale. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position sur ces propositions et lui apporter des précisions quant aux intentions du Gouvernement sur le devenir des missions locales, à court et moyen terme, dans le cadre du projet « France Travail ».

### Texte de la réponse

L'examen en première lecture du projet de loi pour le plein emploi par le Sénat a été l'occasion de rappeler ce que le rapport de la mission de préfiguration affirmait déjà : le projet France Travail a pour ambition de consolider le rôle des missions locales, reconnues comme un opérateur jouant un rôle majeur pour les jeunes ayant besoin d'un accompagnement socio-professionnel. Il n'a ainsi jamais été question de fusion ni même de remettre en cause le statut et l'autonomie des missions locales, qui jouent et continueront de jouer un rôle central auprès des jeunes en difficultés. A cet égard, les inquiétudes qui ont pu être exprimées ont été entendues. Ainsi a été retirée du texte une mention relative à l'exercice des compétences des missions locales par délégation de France Travail et leur rôle en

matière de réorientation vers l'opérateur le plus adapté à l'accompagnement vers l'emploi du bénéficiaire a été affirmé. Par ailleurs, l'État continuera de conventionner directement avec les missions locales pour ce qui concerne leur financement, et les collectivités seront toujours aussi présentes dans leurs instances de gouvernance et de coordination. Une gouvernance territorialisée du réseau France Travail est prévue. Reposant sur un copilotage entre l'État et les collectivités locales, des comités territoriaux assureront un pilotage régional, départemental, mais aussi au niveau des bassins d'emploi. Une instance de gouvernance nationale, le comité national France Travail, définira quant à elle les orientations stratégiques et les modalités de pilotage du patrimoine commun. Les missions locales ainsi que leurs représentants prendront toute leur place dans cette gouvernance. Pour atteindre l'objectif premier du projet de loi, le plein emploi pour tous, il importe en effet que les missions locales, comme les Cap emploi et Pôle emploi renforcent la coordination de leurs actions et de leurs outils, entre eux et avec tous les autres acteurs de l'insertion et de l'emploi. C'est pourquoi, le projet de loi prévoit la définition d'un patrimoine commun à chacun des membres du réseau France Travail. Il s'agit de méthodes et de règles de coordination, de critères d'orientation, de référentiels métiers et de référentiels de formations, qui seront partagés, au service des usagers. Dans le cadre de ce patrimoine commun, les critères d'orientation des personnes vers l'organisme référent chargé d'assurer leur accompagnement personnalisé, seront ainsi définis collectivement, dans le cadre du comité national France Travail, au sein duquel participera l'Union nationale des missions locales. A la suite de cette orientation, un diagnostic global de la situation de la personne sera réalisé, conjointement avec elle. Si le besoin apparaît, la personne concernée pourra être orientée vers un autre organisme référent. Elle signera ensuite, sauf cas particuliers, un contrat d'engagement. Ce contrat désignera le référent chargé de son accompagnement et définira le plan d'action, personnalisé et élaboré en fonction de ses besoins, destiné à lui permettre d'atteindre son objectif d'insertion sociale ou professionnelle. Dans ce cadre, les missions locales pourront proposer l'un ou l'autre des deux parcours contractualisés qui matérialisent le droit à l'accompagnement des jeunes en difficultés qu'elles mettent en œuvre, le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie ou le contrat d'engagement jeune. Ainsi, le rôle des missions locales en soutien des jeunes et leur place sont confortés, au sein d'une architecture permettant une plus grande coopération et efficacité de l'accompagnement vers une insertion solide et durable dans l'emploi de toutes les personnes qui en ont besoin.